

de la *Gazette* du 4 mai 1961. M. Crump décrit les embarras actuels de l'économie canadienne et signale que l'accroissement du produit national brut, par habitant, n'égale pas celui des États-Unis. Ensuite, il ajoute:

Parmi les causes de cet état de choses déplorable, on peut souligner, semble-t-il, le fait que le Canada, plus que les États-Unis, a une économie mixte, où le secteur public et le secteur privé fonctionnent côte à côte.

Cette affirmation me paraît être une critique de l'économie mixte. Je voudrais savoir ce qu'en pense le ministre, car si j'ai bien compris, la ligne aérienne de M. Crump s'est présentée devant le ministre et le cabinet pour solliciter un meilleur traitement, comme transporteur privé en ce qui concerne le transport des voyageurs.

**L'hon. M. Macdonnell:** Le député me permettrait-il une question?

**M. Fisher:** Oui.

**L'hon. M. Macdonnell:** Voudrait-il nous expliquer mieux pourquoi il prend la chose comme une critique émanant de M. Crump? J'ai lu la déclaration mais je n'y vois aucune critique.

**M. Fisher:** Le député se trompe. Je n'ai pas dit que c'était une critique à l'égard du premier ministre.

**L'hon. M. Macdonnell:** J'ai cru que le député disait que c'est une critique de l'économie mixte?

**M. Fisher:** Oui. Il expose pourquoi la situation du Canada n'est pas si brillante. D'après lui, une des raisons de cet état de choses déplorable, c'est que le Canada, dans une plus grande mesure que les États-Unis, semble-t-il, a une économie mixte, où le secteur public et le secteur privé fonctionnent côte à côte. Je ne puis que conclure que, d'après M. Crump, l'économie mixte va trop loin. C'est une explication de la stagnation actuelle.

**L'hon. M. Macdonnell:** J'avais oublié le sens de la déclaration de M. Crump, je l'avoue, en contestant la déclaration. Je me range à l'avis du député.

**M. Fisher:** Le raisonnement de M. Crump est sensé. C'est une attitude légitime que je n'approuve pas. Le fait qu'il ait envoyé M. McConachie ici pour faire du travail dans les coulisses en faveur de l'extension de la franchise des Lignes aériennes du Pacifique-Canadien est tout à fait conforme à cette attitude.

Ce que je veux savoir, c'est si le gouvernement est d'avis que l'économie mixte est allée trop loin. Je sais que le premier ministre simplifiait probablement trop les choses lorsqu'il a dit que nous aurions le choix entre

[M. Fisher.]

la libre entreprise et le socialisme. Il n'y a pas un ministère où ce problème se pose avec plus d'acuité qu'au ministère des Transports. J'aimerais donner quelques exemples.

**M. Brunsten:** Puis-je poser une question?

**M. Fisher:** Oui.

**M. Brunsten:** Le député a employé l'expression «économie mixte», comment la définit-il?

**M. Fisher:** Je ne voudrais pas ouvrir une discussion sur les mots, cependant, je ne voudrais pas non plus employer des termes équivoques. Je donne donc l'explication suivante: il s'agit d'une économie, où le secteur privé et le secteur public existent dans une grande interdépendance l'un par rapport à l'autre, où le gouvernement non seulement prend l'initiative dans certains domaines, mais aussi verse des subventions et, dans certains cas, se lance dans des activités ou des services dont l'entreprise privée pourrait se charger.

Je voulais toutefois donner quelques exemples du problème. Tous les honorables députés ont reçu, j'en suis sûr, une lettre de la part des représentants de l'industrie du camionnage après que le gouvernement eut annoncé que, à la suite du rapport de la Commission d'enquête MacPherson, des subventions seraient versées aux chemins de fer—du moins, nous présumons que les sociétés ferroviaires recevront des subventions. Reprenant le raisonnement invoqué par la Commission d'enquête MacPherson, savoir que les camionneurs sont les principaux concurrents légitimes des chemins de fer, qu'ils sont des concurrents sérieux, l'industrie du transport par camion veut savoir de quel droit le gouvernement verserait des subventions aux chemins de fer, à son détriment. Ici encore, les camionneurs n'ont pas tout à fait tort si l'on accepte l'attitude de la Commission.

Quel est leur raisonnement? Si je comprends bien, on peut le considérer sous deux aspects. D'une part, ils ne veulent pas que le gouvernement verse de subventions aux chemins de fer. Disons que nous parlons actuellement de la période en cause. D'autre part, ils réclament également des subventions de l'État, sauf erreur, si ce dernier a l'intention d'en accorder aux chemins de fer. Naturellement, les chemins de fer et les syndicats des cheminots répondent à cela que les camionneurs reçoivent déjà des subventions du fait que les routes sont payées par les contribuables. On se perd facilement dans un dédale semblable. Je soutiens que nous sommes en train de faire disparaître la ligne de démarcation entre le socialisme et la libre entreprise.

Un des sujets sur lesquels je m'attendais à entendre parler le ministre, comme le lui